

Aucune réduction n'est accordée sur l'indemnité pour les atterrissages et les décollages entre 23h00 et 07h00 temps local (22 h 00 – 06 h 00 UTC hiver / 21 h 00 – 05 h 00 UTC été);

§ 4. Pour les escales d'approvisionnement en carburant, une réduction de 50 % est accordée sur l'indemnité pour les atterrissages et les décollages pour la partie de la journée entre 7 h 00 et 23 h 00 temps local (6 h 00 – 22 h 00 UTC hiver / 5 h 00 – 21 h 00 UTC été);

§ 5. Les vols mixtes sont considérés comme étant des vols avec passagers.

§ 6. Des accords spécifiques peuvent être conclus pour des programmes importants visant la promotion et le développement des aéroports.

CHAPITRE III. — *Conditions de paiement*

Art. 15. § 1^{er}. Les indemnités doivent être payées à la direction de l'aéroport sous réserve de l'application des dispositions suivantes. Le paiement se fait en euros, au comptant ou par moyen de paiement électronique.

§ 2. Les indemnités fixées au chapitre Ier couvertes par un abonnement, doivent être payées à l'avance à la direction de l'aéroport.

§ 3. La direction de l'aéroport peut accepter que les indemnités fixées au chapitre Ier, qui ne sont pas couvertes par un abonnement, soient payées dans les trente jours à compter du jour de l'envoi de la facture et ce sur demande de l'utilisateur et après accord écrit préalable de la direction de l'aéroport. La direction d'aéroport fixe les montants des garanties éventuelles.

La direction de l'aéroport applique l'intérêt de retard légal pour les montants facturés non-payés dans le délai prévu ci-dessus. Toute partie d'un mois est considérée comme un mois entier.

§ 4. Pour la perception des indemnités dues en vertu des articles 2 et 7, l'exploitant de l'aéronef ou son représentant transmet une déclaration mentionnant le nombre de passagers embarqués pendant la journée à la direction de l'aéroport. Ceci se fera au plus tard avant dix heures du jour calendrier suivant.

Si le document n'est pas transmis dans le délai prescrit, l'indemnité sera déterminée suivant le nombre de sièges disponibles à bord.

§ 5. Lorsqu'il s'agit d'un transport de marchandises, l'exploitant ou son représentant transmet un manifeste au plus tard 30 minutes avant le départ envisagé du vol. Si le document n'est pas transmis dans le délai prescrit, l'autorisation de départ sera refusée jusqu'à ce que les documents nécessaires soient délivrées.

§ 6. Les indemnités dues en raison d'actes de concession ou de contrats prévus aux chapitres I^{er} et II, sont payables suivant les modalités stipulées par l'acte de concession ou par le contrat.

§ 7. La T.V.A. n'est pas comprise dans les indemnités précitées.

Art. 16. La direction de l'aéroport peut interdire le décollage de tout aéronef pour lequel les indemnités non pas été réglées dans les délais prescrits.

Tout commandant d'aéronef enfreignant cette interdiction, ainsi que quiconque qui prête son concours à cette infraction, s'expose aux sanctions prévues par l'article 32 de la loi du 27 juin 1937 portant la révision de la loi du 16 novembre 1919 concernant la réglementation de l'aviation.

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

Art. 17. Les abonnements et actes de concession délivrés avant l'entrée en vigueur du présent arrêté restent valables jusqu'à leur date limite.

Art. 18. En dérogation à l'article 7, § 1^{er}, l'indemnité pour l'utilisation des installations et des services s'élève à 8 euros par passager partant, et ce jusqu'au début du programme hivernal le 24 octobre 2003, date après laquelle le montant, à l'article 7, § 1^{er}, sera appliqué.

Art. 19. L'arrêté ministériel du 16 mars 2001 fixant les indemnités d'aéroport pour l'aéroport d'Ostende, est abrogé.

Art. 20. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} avril 2003.

Bruxelles, le 19 février 2003.

S. STEVAERT

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2003 — 1031

[C — 2003/29144]

17 FEVRIER 2003. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française déterminant par fonction dans l'enseignement de plein exercice le nombre de jours qu'il faut avoir presté pour devenir temporaire prioritaire au cours de l'année scolaire 2003-2004

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres de l'enseignement de l'Etat, modifiée par les lois des 31 mars 1967, 6 juillet 1970, 27 juillet 1971, 11 juillet 1973, 19 décembre 1974, 18 février 1977 et 2 juillet 1981, par l'arrêté royal n° 296 du 31 mars 1984, par la loi du 31 juillet 1984, par l'arrêté royal du 28 septembre 1984, par l'arrêté royal n° 456 du 10 septembre 1986 et par les décrets des 26 juin 1992, 18 mai 1993, 27 décembre 1993 et 24 juillet 1997;

Vu l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, notamment l'article 30 modifié par l'arrêté royal du 16 février 1983, par les arrêtés du Gouvernement des 10 juin 1993, 4 juillet 1994 et 12 janvier 1998 et par le décret du 17 mai 1999;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 7 janvier 2003;
 Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 8 janvier 2003;
 Vu le protocole du 17 février 2003 du Comité de secteur IX;
 Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 notamment l'article 3, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989, 4 juillet 1989, 6 avril 1995 et 4 août 1996;
 Vu l'urgence;
 Considérant la nécessité de respecter l'obligation de fixer en mars le nombre de jours par fonction qu'il faut avoir presté à la date de l'appel aux candidats pour devenir temporaire prioritaire au cours de l'année scolaire suivante;
 Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 13 février 2003,

Arrête :

Article 1^{er}. Le nombre de jours par fonction dans l'enseignement de plein exercice prévu à l'article 30 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, modifié par l'arrêté royal du 16 février 1983, par les arrêtés du Gouvernement des 10 juin 1993, 4 juillet 1994 et 12 janvier 1998 et par le décret du 17 mai 1999, est fixé comme suit pour l'année scolaire 2003-2004 :

FONCTIONS	Nombre de jours pour être candidat temporaire prioritaire Année 2003-2004
A. Dans l'enseignement préscolaire et primaire :	
Instituteur(trice) maternel(le).....	600
Instituteur(trice) maternel(le) chargé(e) des cours en immersion	600
Instituteur (trice) primaire	600
Instituteur(trice) primaire chargé(e) des cours en immersion	600
Maître de morale	600
Maître de cours spéciaux	600
Maître de seconde langue	600
B. Dans l'enseignement secondaire :	
Professeur de langues anciennes	600
C. Dans l'enseignement secondaire du degré inférieur :	
Professeur de cours généraux :	
langue maternelle-histoire	600
langues germaniques	600
mathématique-physique	600
sciences économiques	600
sciences-géographie	600
histoire, géographie, sciences économiques et sciences sociales	600
Professeur de cours généraux par immersion	600
Professeur de morale	600
Professeur de cours spéciaux :	
éducation physique (filles)	600
éducation physique (garçons)	600
dessin-éducation plastique	600
sténo-dactylographie	600
éducation musicale	600
Professeur de cours techniques :	
agronomie	600
agriculture	600
horticulture	600
électricité	600

FONCTIONS	Nombre de jours pour être candidat temporaire prioritaire Année 2003-2004
mécanique	600
carrosserie	600
mécanique automobile	600
petits moteurs	600
soudage - constructions métalliques	600
construction	600
ébénisterie	600
menuiserie	600
peinture en bâtiment (couv. mur et sol)	600
plomberie-zinguerie-installations sanitaires	600
hôtelierie-cuisine-salle	600
boucherie-charcuterie	600
boulangerie-pâtisserie	600
arts graphiques	600
photographie	600
coiffure	600
bio-esthétique	600
agro-alimentaire	600
vidéographie	600
autres spécialités (exclusivement enseignement spécial)	600
 Professeur de pratique professionnelle :	
agriculture	600
horticulture	600
électricité	600
ajustage-machines outils	600
carrosserie	600
mécanique automobile	600
petits moteurs	600
soudure-constructions métalliques	600
construction	600
ébénisterie	600
menuiserie	600
peinture en bâtiments (couv. murs et sols)	600
plomberie-zinguerie-installations sanitaires	600
hôtelierie-cuisine-salle	600
boucherie-charcuterie	600
boulangerie-pâtisserie	600
coiffure	600
bio-esthétique	600
autres spécialités (exclusivement enseignement spécial)	600

FONCTIONS	Nombre de jours pour être candidat temporaire prioritaire Année 2003-2004
Professeur de cours techniques et de pratique professionnelle :	
coupe-couture	600
économie domestique	600
 Accompagnateur CEFA (DI)	 600
 D. Dans l'enseignement secondaire du degré supérieur :	
Professeur de cours généraux :	
1 ^{re} langue et 4 ^e langue (langues romanes)	600
histoire	600
langues germaniques	600
mathématique	600
physique	600
sciences économiques	600
chimie - biologie	600
géographie	600
sciences sociales	600
 Professeur de cours généraux par immersion	 600
 Professeur de morale	600
 Professeur de cours spéciaux :	
éducation physique (filles)	600
éducation physique (garçons)	600
dessin-éducation plastique	600
sténo-dactylographie	600
éducation musicale	600
 Professeur de cours techniques :	
agronomie	600
agriculture	600
horticulture	600
sylviculture	600
électricité	600
électronique	600
mécanique	600
carrosserie	600
électricité automobile	600
mécanique agricole-horticole	600
mécanique automobile	600
petits moteurs	600
conducteur poids lourds	600
soudure-constructions métalliques	600
ensemblier décorateur	600
construction	600
ébénisterie	600
menuiserie	600

FONCTIONS	Nombre de jours pour être candidat temporaire prioritaire Année 2003-2004
architecture	600
carrelage	600
chauffage	600
peinture en bâtiment (couv. mur et sol)	600
plomberie-zinguerie-installations sanitaires	600
hôtelerie-cuisine-salle	600
boucherie-charcuterie	600
vidéographie	600
boulangerie-pâtisserie	600
confection industrielle	600
étalage-publicité	600
arts graphiques	600
photographie	600
nursing	600
coiffure	600
bio-esthétique	600
chimie	600
agro-alimentaire	600
pharmacie	600
technicien en informatique	600
Professeur de pratique professionnelle :	
agriculture	600
horticulture	600
sylviculture	600
électricité	600
ajustage-machines outils	600
carrosserie	600
électricité automobile	600
mécanique agricole-horticole	600
mécanique automobile	600
petits moteurs	600
conducteur poids lourds	600
soudure-constructions métalliques	600
ensemblier décorateur	600
construction	600
ébénisterie	600
menuiserie	600
carrelage	600
chauffage	600
peinture en bâtiment (couv. mur et sol)	600
plomberie-zinguerie-installations sanitaires	600
hôtelerie-cuisine-salle	600
boucherie-charcuterie	600
boulangerie-pâtisserie	600
confection industrielle	600
tapissier-garnisseur	600
étalage-publicité	600
photographie	600

FONCTIONS	Nombre de jours pour être candidat temporaire prioritaire Année 2003-2004
nursing	600
coiffure	600
bio-esthétique	600
vidéographie	600
 Professeur de cours techniques et de pratique professionnelle :	
coupe-couture	600
économie domestique	600
 Professeur de psychologie, de pédagogie et de méthodologie	600
 Accompagnateur CEFA (DS)	600
 Personnel auxiliaire d'éducation :	
Surveillant(e)-éducateur(trice)	600
Surveillante-éducatrice d'internat	600
Surveillant-éducateur d'internat	600
Secrétaire-bibliothécaire	600
 Personnel paramédical :	
Puéricultrice	600
Infirmier(ère)	600
Kinésithérapeute	600
Logopède	600
 Personnel psychologique :	
Psychologue	600
 Personnel social :	
Assistant(e) social(e)	600

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 17 mars 2003.

Bruxelles, le 17 février 2003.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2003 — 1031

[C — 2003/29144]

17 FEBRUARI 2003. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende bepaling, per ambt in het onderwijs met volledig leerplan, van het aantal dagen die gepresteerd moeten zijn om in de loop van het schooljaar 2003-2004 prioritair tijdelijke te worden

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut der personeelsleden van het Rijksonderwijs, gewijzigd bij de wetten van 31 maart 1967, 6 juli 1970, 27 juli 1971, 11 juli 1973, 19 december 1974, 18 februari 1977 en 2 juli 1981, bij het koninklijk besluit nr. 296 van 31 maart 1984, bij de wet van 31 juli 1984, bij het koninklijk besluit van 28 september 1984, bij het koninklijk besluit nr. 456 van 10 september 1986 en bij de decreten van 26 juni 1992, 18 mei 1993, 27 december 1993 en 24 juli 1997;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijszend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de personeelsleden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, inzonderheid op artikel 30, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 februari 1983, bij de besluiten van de Regering van 10 juni 1993, 4 juli 1994 en 12 januari 1998 en bij het decreet van 17 mei 1999;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 7 januari 2003;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 8 januari 2003;

Gelet op het protocol van 17 februari 2003 van het Comité van sector IX;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989, 4 juli 1989, 6 april 1995 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op de noodzakelijkheid de verplichting na te komen om in maart het aantal dagen, per ambt, te bepalen die gepresteerd moeten zijn op de datum van de oproep tot de kandidaten om in de loop van het volgende schooljaar prioritair tijdelijke te worden;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 februari 2003,

Besluit :

Artikel 1. Het aantal dagen, per ambt in het onderwijs met volledig leerplan, bedoeld in artikel 30 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijszend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de personeelsleden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 februari 1983, bij de besluiten van de Regering van 10 juni 1993, 4 juli 1994 en 12 januari 1998 en bij het decreet van 17 mei 1999, wordt, voor het schooljaar 2003-2004, vastgesteld als volgt :

AMBTEL	Aantal dagen vereist om kandidaat-prioritair tijdelijke te worden Jaar 2003-2004
A. In het voorschols- en lager onderwijs :	
Kleuteronderwijzer(es).....	600
Kleuteronderwijzer(es) belast met de cursussen taalbad.....	600
Onderwijzer(es) lager onderwijs.....	600
Onderwijzer(es) lager onderwijs belast met de cursussen taalbad	600
Leermeester zedenleer	600
Leermeester bijzondere vakken.....	600
Leermeester tweede taal.....	600
B. In het secundair onderwijs :	
Leraar oude talen.....	600
C. In het secundair onderwijs van de lagere graad :	
Leraar algemene vakken :	
moedertaal - geschiedenis	600
Germaanse talen	600
wiskunde - natuurkunde.....	600
economische wetenschappen.....	600
wetenschappen - aardrijkskunde	600
geschiedenis, aardrijkskunde, economische wetenschappen en sociale wetenschappen..	600

AMBSEN	Aantal dagen vereist om kandidaat-prioritair tijdelijke te worden Jaar 2003-2004
Leraar algemene vakken taalbad	600
Leraar zedenleer	600
 Leraar bijzondere vakken :	
lichamelijke opvoeding (meisjes)	600
lichamelijke opvoeding (jongens)	600
tekenen en plastische opvoeding	600
stenotypie	600
muziekopvoeding	600
 Leraar technische vakken :	
landbouwkunde	600
landbouw	600
tuinbouw	600
elektriciteit	600
mechanica	600
carrosserie	600
automechanica	600
kleine motoren	600
lassen - metaalconstructies	600
bouwkunde	600
schrijnwerk	600
timmerwerk	600
huisschilderwerk - (muur- en vloerbekleding)	600
loodgieterij-sanitair	600
hotel-keuken-zaal	600
slagers- en varkensslagersvak	600
brood- en banketbakkerij	600
grafische kunsten	600
fotografie	600
haarkappen	600
bio-esthetica	600
agroalimentaire industrie	600
videografie	600
andere specialiteiten (uitsluitend buitengewoon onderwijs)	600
 Leraar beroepspraktijk :	
landbouw	600
tuinbouw	600
elektriciteit	600
gereedschapsmachines passen	600
carrosserie	600
automechanica	600
kleine motoren	600
lassen - metaalconstructies	600
bouwkunde	600
schrijnwerk	600
timmerwerk	600

AMBSEN	Aantal dagen vereist om kandidaat-prioritair tijdelijke te worden Jaar 2003-2004
huisschilderwerk (muur- en vloerbekleding)	600
loodgieterij-sanitair.....	600
hotel-keuken-zaal.....	600
slagers- en varkensslagersvak	600
brood- en banketbakkerij.....	600
haarkappen	600
bio-esthetica	600
andere specialiteiten (uitsluitend buitengewoon onderwijs)	600
 Leraar technische vakken en beroepspraktijk :	
snit en naad	600
huishoudkunde	600
 Begeleider Centrum voor alternerend onderwijs en vorming (DI)	600
 D. In het secundair onderwijs van de hogere graad :	
Leraar algemene vakken :	
1 ^e en 4 ^e taal (Romaanse talen).....	600
geschiedenis.....	600
Germaanse talen	600
wiskunde	600
natuurkunde	600
economiche wetenschappen.....	600
scheikunde - biologie	600
aardrijkskunde.....	600
sociale wetenschappen.....	600
 Leraar algemene vakken taalbad	600
 Leraar zedenleer	600
 Leraar bijzondere vakken :	
lichamelijke opvoeding (meisjes)	600
lichamelijke opvoeding (jongens)	600
tekenen - plastische opvoeding.....	600
stenotypie	600
muziekopvoeding	600
 Leraar technische vakken :	
landbouwkunde	600
landbouw	600
tuinbouw	600
bosbouw	600
elektriciteit.....	600
elektronica	600
mechanica.....	600
carrosserie	600
auto-elektriciteit	600
landbouw- en tuinbouwmechanica	600

AMBSEN	Aantal dagen vereist om kandidaat-prioritair tijdelijke te worden Jaar 2003-2004
automechanica.....	600
kleine motoren.....	600
chauffeur vrachtwagens.....	600
lassen-metaalconstructies	600
binnenhuisarchitect-decorateur	600
bouwkunde	600
schrijnwerk.....	600
timmerwerk	600
architectuur	600
betegelen.....	600
verwarming.....	600
huisschilderwerk (muur- en vloerbekleding)	600
loodgieterij-sanitair.....	600
hotel-keuken-zaal.....	600
slagers- en varkensslagersvak	600
videografie	600
brood- en banketbakkerij.....	600
industriële confectie	600
etalagekunst-reclamekunst.....	600
grafische kunsten.....	600
fotografie	600
nursing.....	600
haarkappen	600
bio-esthetica	600
scheikunde	600
agroalimentaire industrie	600
farmacie	600
Technicus informatica	600
 Leraar beroepspraktijk :	
landbouw	600
tuinbouw	600
bosbouw	600
elektriciteit.....	600
gereedschapsmachines passen.....	600
carrosserie	600
auto-elektriciteit	600
landbouw- en tuinbouwmechanica.....	600
automechanica.....	600
kleine motoren.....	600
chauffeur vrachtwagens.....	600
lassen-metaalconstructies	600
binnenhuisarchitect-decorateur	600
bouwkunde	600
schrijnwerk.....	600
timmerwerk	600
betegelen.....	600
verwarming.....	600

AMBTELLEN	Aantal dagen vereist om kandidaat-prioritair tijdelijke te worden Jaar 2003-2004
huisschilderwerk (muur- en vloerbekleding)	600
loodgieterij-sanitair.....	600
hotel-keuken-zaal.....	600
slagers- en varkensslagersvak	600
brood- en banketbakkerij.....	600
industriële confectie	600
behanger-stoffeerder	600
etalagekunst-reclamekunst	600
fotografie	600
nursing.....	600
haarkappen	600
bio-esthetica	600
videografie	600
 Leraar technische vakken en beroepspraktijk :	
snit en naad	600
huishoudkunde	600
 Leraar psychologie, pedagogie en methodologie	600
 Begeleider Centrum voor alternerend onderwijs en vorming (DS)	600
 Opvoedend hulppersoneel :	
Studiemeester(es) – opvoeder(ster)	600
Studiemeesteres - opvoedster in een internaat	600
Studiemeester - opvoeder in een internaat.....	600
Secretaris - bibliothecaris.....	600
 Paramedisch personeel :	
Kinderverzorgster	600
Verpleger - verpleegster	600
Kinesitherapeut	600
Logopedist.....	600
 Psychologisch personeel :	
Psycholoog	600
 Sociaal personeel :	
Maatschappelijk assistent(e)	600

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 17 maart 2003.

Brussel, 17 februari 2003.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Cultuur, Begroting, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,
de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS